



11^{ème} Rencontres de RJS « Les engagements des jeunes »

Contraintes structurelles, reconfigurations et leviers

29, 30 et 31 Janvier 2024, UCLouvain, Louvain-la-Neuve, Belgique

Les propositions de communication doivent comporter :

- Un titre
- Un résumé d'au maximum 1 000 caractères espaces compris (Dans le cas où votre proposition serait sélectionnée, ce résumé sera édité dans le livret du colloque)
- Un argumentaire d'au maximum 4 000 caractères espaces compris sur la problématique, le cadre théorique, la méthode et les principaux résultats de recherche

A soumettre pour le 15 mai 2023 à l'adresse suivante : <https://forms.office.com/e/vDw6v4kmsA>

Dates importantes :

- **15 mai 2023** : soumission
- **juillet 2023** : retour du Conseil scientifique aux auteur·es

Dans quels lieux, avec quels buts, sous quelles formes, selon quelles modalités, à quels degrés et à quelles échelles les jeunes s'engagent-ils aujourd'hui ? Quelles sont les responsabilités que les jeunes prennent et entendent poursuivre dans les différents champs classiques de l'engagement tels que les champs politiques, associatifs, syndicaux ? Les catégories d'engagement ou de désengagement sont-elles pertinentes pour comprendre les rapports des jeunes à l'institution scolaire, au travail et à la famille ? Quels liens sont-ils tissés entre différentes formes et sphères d'engagements des jeunes ? En quoi et comment les contextes géographiques et historiques ainsi que les cadres sociétaux les influencent-ils ? Peut-on observer parmi les jeunes de nouvelles modalités, de nouveaux espaces et des vecteurs spécifiques d'engagements ou bien des formes de « démobilisations » voire de non-engagements ?

Voilà un corpus initial de questions qui a présidé au choix de la thématique des onzièmes Rencontres Jeunes & Sociétés. Certes, l'engagement est une catégorie scientifique molle. Comme le souligne Becker (2006), l'engagement renvoie à des formes d'action qui se déploient dans différents domaines et qui peuvent être compromises en raison de contraintes de différents types et qui se façonnent dans des contextes spécifiques. Dans les sociétés contemporaines marquées par de profondes transformations tant sur le plan culturel que sur les plans socio-économiques et politiques, peut-on observer des effets de ces mutations à la fois sur les transitions à devenir adultes et sur les contenus et modalités d'engagement des jeunes ? Ce questionnement sur les « différents régimes de transitions de la jeunesse » et leurs implications sur les engagements des jeunes demeure encore en friche (Van de Velde 2008, Gozzo & Sampugnaro 2016, Soler-i-Martí & Ferrer-Fons 2015 ; Win & al. 2020).

Dans sa tentative de théorisation, Howard Becker (*op. cit.*) souligne que la cohérence des engagements s'inscrit sur une période temporelle plus ou moins longue, ainsi qu'à travers un ensemble de systèmes de valeurs à l'intérieur desquels les mécanismes et les processus de construction des engagements se déploient. Toujours selon Becker, cette notion permet de mettre en avant des mécanismes et des processus au sein desquels les « actions passées » vont articuler des intérêts et valeurs à une trajectoire d'activités qui lui étaient pourtant initialement extérieures. Par conséquent, ces onzièmes RJS invitent à étudier les engagements et les désengagements des jeunes comme des « processus sociaux » (Garneau 2019), sous-tendus par des systèmes de sens diversifiés, et ceci sans se limiter aux cadres théoriques fournis par le paradigme interactionniste, mais en s'inscrivant dans la tradition d'ouverture théorique et méthodologique des RJS porteuses d'analyses et de regards ancrés dans des disciplines variées (sociologie, histoire, droit, psychosociologie, économie...).

Les niveaux d'analyse sont en effet pluriels et en interstructuration, allant des grandes transformations contemporaines aux expériences vécues et les pratiques sociales, en passant par les contextes sociétaux, institutionnels, et organisationnels ainsi que les espaces sociaux intermédiaires et de déploiement d'actions collectives. Ces niveaux peuvent aussi être croisées à des approches plus catégorielles ou intersectionnelles qui permettent d'observer et d'interpréter les engagements à l'aune des appartenances et des rapports sociaux de classes, de genre et ethnoculturels. La mise en relation des identifications et des engagements multiples des jeunes prend ici tout son sens. Par exemple, quelles sont les identifications qui influencent les formes d'engagements et dans quelle mesure celles-ci façonnent les identités individuelles et collectives des jeunes ? Comment ces engagements et ces identifications se manifestent-ils dans l'espace transnational et quels sont les types d'appartenances qui en découlent ? Comment les identifications sont-elles négociées avec les engagements et les sentiments d'appartenance à l'échelle locale ? Ce questionnement sur les engagements et les identités se doit de faire une place aux religions et spiritualités, afin de pouvoir traiter des métamorphoses récentes du rapport au religieux dans des sociétés multiculturelles.

La question des obstacles et des contraintes se pose tout particulièrement pour les jeunes des groupes dominés, qu'il s'agisse des groupes racisés et/ou des membres des classes populaires, des minorités de genre et sexuelles. Au-delà de la question des contraintes, ces rencontres invitent à développer une dimension transversale consacrée à la nécessité d'adresser les questions sur les différentes formes d'engagement en tenant compte de la diversité des jeunesses. Par « la jeunesse n'est qu'un mot », Pierre Bourdieu ([1978] 1984) entendait mettre l'emphase, d'une part, sur l'arbitraire des divisions entre les âges, d'autre part, sur le brouillage entre les différentes jeunesses opéré dans le contexte français par l'accès massifié à l'enseignement secondaire. La synergie qui s'opère de manière croissante entre les médias et la publicité et l'importance prise par les réseaux sociaux sont au cœur de l'évolution de la « structure du ressentir » dans de nombreuses sociétés, y compris les sociétés non-occidentales (Nilan & Feixa 2006 ; Pasquier 2005). Ils contribuent au développement d'une culture jeunes qui participe quelque peu à l'illusion d'appartenance à des jeunesses similaires. Or, il importe de s'interroger sur la manière dont les divisions de classe, de genre, ethnoculturelles et socio-géographiques ont structuré et structurent les engagements des jeunes (Rillon 2016 ; Zancarini-Fournel & Artières 2008 ; Bérout et alii. 2011). Comment se manifestent de telles différenciations dans les processus tant d'engagements que de non-engagements, ainsi que leurs articulations ? Comment les jeunes se positionnent-ils dans leurs engagements par rapport aux différentes assignations de classe, de genre, de racisation et aux inégalités et dominations qu'elles expriment ? La dimension du genre étant une dimension centrale dans les travaux du RJS, toutes les propositions la mobilisant sont particulièrement attendues.

Cet appel vise à susciter des réponses documentées aux questions formulées à partir d'une pluralité de terrains. Cinq grands axes thématiques sont proposés pour accueillir les communications. Quatre sont somme toute classiques : (axe 2) la citoyenneté et la participation politique ; (axe 3) l'institution scolaire, l'éducation et la culture ; (axe 4) les sociabilités, la famille et les communautés ; et (axe 5)

l'économie, le travail et l'emploi . Ces axes ne sont ni exhaustifs ni étanches. Ainsi, des travaux qui interrogent les rapports entre les engagements et non-engagements des jeunes émanant des différents champs et sphères sont encouragés notamment dans le cadre d'un axe plus général (axe 1) qui peut mettre en débat le concept d'engagement des jeunes et les autres notions et concepts connexes : actions, démobilisations, mobilisations, etc. Il s'agit, à travers les RJS, de sortir des sentiers balisés pour ouvrir de nouveaux horizons tant théoriques qu'empiriques. Sur ce dernier point, les propositions qui développent des approches comparatives à travers des terrains occidentaux et non-occidentaux sont bienvenues.

Axe 1. Questions théoriques, épistémologiques et méthodologiques

Un premier axe interrogera la notion même d'engagement/désengagement/non engagement des jeunes ainsi que les différentes approches et méthodologies.

Tout d'abord, force est de constater que le thème de l'engagement circule dans un contexte où il y a un appel répété aux engagements, soit une injonction morale à s'engager. *A contrario*, le non-engagement peut faire alors l'objet d'une disqualification ou d'une stigmatisation. Ainsi, par exemple, du *commitment* à l'*empowerment* le pas est vite franchi, notamment dans une série de dispositifs de l'action publique promus par l'Etat ou dans les luttes environnementales. En d'autres termes, l'importance accordée à la constitution d'une société qui agrège une somme d'engagements, s'accorde assez bien avec la diffusion d'une norme de responsabilisation individuelle dans les dispositifs de l'action publique, et avec une conception néo-libérale de la société.

Dans l'analyse des pratiques juvéniles, il paraît indispensable d'approfondir ce questionnement critique sur l'univers des références morales et politiques des engagements, et du rôle des institutions. Il s'agit également de poser les bases ou les jalons d'une définition proprement scientifique de cette idée d'engagement. Autrement dit, à quelles conditions la notion d'engagement peut-elle être utile et pertinente pour interroger les pratiques juvéniles contemporaines ?

Outre le développement de réflexions épistémologiques fondamentales, cet axe se propose d'interroger cette notion pour les jeunes eux-mêmes : c'est quoi s'engager quand on est jeune ? Existe-il pour les jeunes des échelles de valeur dans les différentes formes d'engagement. Par exemple, est-ce qu'être bénévole à la cafétéria du rugby est une forme d'engagement au même titre que la participation à un collectif œuvrant pour la sauvegarde du climat ? Etc.

Bien entendu, l'engagement comme problématique de recherche questionne les méthodologies mises en œuvre en même temps que les manières de définir, d'aborder et d'étudier des terrains spécifiques. Sont ainsi attendues des présentations qui portent sur les différentes façons de travailler sur, avec et/ou pour les jeunes.

Axe 2. Citoyenneté et participation politique

Un deuxième axe porte sur les différentes formes de participation des jeunes dans les champs politiques, associatifs et syndicaux.

Il invite d'abord à réexaminer les différentes formes d'engagement des jeunes générations, à la lumière des grandes mutations des sociétés contemporaines au cœur de cet appel et, ce faisant, à prendre position par rapport aux débats classiques sur la participation politique (Becquet & Stuppia 2021 ; Earl et al. 2017). Ainsi, à l'encontre de la thèse de déficit de participation parmi les jeunes, de nombreux travaux ont montré depuis les années 2000 l'importance des formes moins conventionnelles de participation parmi les jeunes, notamment à travers la participation en ligne ou des mobilisations éphémères, au détriment des formes plus institutionnalisées (Becquet & Stuppia 2021 ; Oinas & et al. 2018 ; Musleh 2011). La jeunesse est extrêmement présente sur les réseaux sociaux, elle suscite donc de nouvelles formes d'investissement, accélérées (Collin 2015 ; Vizcaíno-Laorga et al. 2019).

On pourrait interroger les différents répertoires d'action des jeunes face aux grandes crises politiques, sociales, économiques, environnementales et sanitaires qui marquent ce début de XXI^{ème} siècle. Par exemple, on pourrait étudier selon quelles modalités la montée d'une défiance généralisée à l'égard des institutions politiques dans les pays européens (Lardeux & Tiberj 2021) ou l'échec des trajectoires de démocratisation dans les pays du Maghreb façonnent les différentes formes de participation politique des jeunes (Abdu & Skalli 2018 ; Saidani 2018 ; Laine & al. 2018 ; Kassir 2016). Ou encore : dans quelle mesure, la pandémie de Covid-19 ou le réchauffement climatique, qui remettent fortement en question le système économique mondial, contribuent à renforcer les clivages ou plutôt à faire émerger des liens entre les différents types de participation des jeunes? Est-ce qu'une variabilité dans les formes de l'engagement peut être observée (*online/offline*) dans un avant-pendant (-après) crise sanitaire ?

Cet axe invite également à questionner et analyser la capacité des jeunes à bricoler avec différents répertoires d'action mais aussi différentes identifications. Dans un contexte de fin des grands récits et d'explosion des isthmes contemporains, quels sont les différents régimes de justification mobilisés par les jeunes quand ils s'engagent dans les luttes et mouvements sociaux ? Dans des sociétés multi-culturelles, quelle est la place des religiosités et des spiritualités dans les différentes formes de participation des jeunes ? Comment s'articulent-elles avec les autres dimensions identitaires, par exemple celles relatives aux catégories de classe, de genre et ethno-raciales ? Certains auteurs proposent d'étudier la participation politique des jeunes aujourd'hui en tentant de dépasser les clivages entre la vie privée et les formes d'engagement public (Pleyers & Capitaine 2016). Cette approche pourrait être pertinente pour étudier les identifications multiples des jeunes et leurs articulations au cœur de leurs différentes formes de participation.

Axe 3. L'école et les engagements des jeunes

Le troisième axe invite à interroger l'institution scolaire dans deux directions distinctes, dont il serait intéressant d'étudier les relations.

Les structures scolaires, comme celles à vocation culturelle, sont des espaces de socialisation propices à des prises de conscience ou de responsabilités dont la dimension politique peut-être plus ou moins accentuée et facilitée par l'école. Qu'il s'agisse d'une responsabilité de délégué de classe, d'une contribution à l'animation de la cité scolaire ou du campus universitaire ou encore de participation à des mouvements sociaux liés à des questions sociétales (réforme scolaire, climat, sexisme, racisme, travail, etc.), les formes d'engagement des jeunes scolarisés, notamment au lycée et à l'université, sont multiples et sans doute appropriées différemment selon les pays, les ressources ou capitaux militants (Matonti & Poupeau 2004) dont sont dotés les jeunes. Un des objectifs de cet axe serait d'étudier ces engagements, d'en décrypter la diversité, d'en socio-graphier les publics et ses segmentations, en analysant la façon dont les institutions scolaires, ou culturelles, les favorisent ou pas, les encouragent ou les répriment.

La jeunesse en tant qu'âge social (Bourdieu *op cit.*) est de plus en plus un temps d'engagement dans les études (Verret 1975), dans la scolarité ou la formation professionnelle, du fait de l'injonction à avoir des diplômes et les accumuler (Beaud 2002) qui s'est accentuée dans la plupart des pays d'Europe mais aussi des pourtours de la Méditerranée. Cet axe cherchera donc aussi à interroger l'engagement scolaire des jeunes, compris comme engagement dans le métier d'élèves (Perrenoud 1994), dans l'ordre ou la forme scolaire (Douat 2011 ; Vincent 1980) ou encore dans le rapport au savoir. Il s'agira d'interroger la façon qu'ont les jeunes de penser et pratiquer la « contrainte scolaire » en faisant varier d'une part les structures de formation (apprentissage, école professionnelle, enseignement supérieur, etc.), le rapport au diplôme (Millet & Moreau 2011) ou encore les matrices disciplinaires (Millet 2003), et d'autre part les caractéristiques sociales, de genre ou de race qui façonnent « les manières d'être au monde scolaire ».

Ces deux directions qui peuvent sembler constituer deux mondes bien distincts sont posées dans cet axe comme en étroite articulation, les capitaux mobilisés dans les deux champs ayant sans doute des registres communs et la forme scolaire étant peut-être une des caractéristiques de l'engagement citoyen. Cet axe invite donc des contributions qui pourraient étudier dans quelle mesure les engagements sociétaux ou associatifs des jeunes doivent aux formes que prend leur engagement scolaire et, à l'inverse, combien sont associés les désengagements et décrochages scolaires et désengagements politiques.

Axe 4. Familles, communautés et sociabilités

Alors que la sociologie de la jeunesse a indiqué les évolutions multiples de l'entrée à l'âge adulte (telles que le report de la vie en couple ou d'un projet parental), et que la sociologie de la famille a souligné combien les familles sont le théâtre d'une variété de relations et de modes de vie avec de nouvelles intimités et engagements inédits (Chambers & Gracia 2022), dans quelle mesure ces évolutions impliquent-elles des transformations dans les engagements familiaux des jeunes? Quelle place et quel sens la famille a-t-elle pour les jeunes? Qu'est-ce que faire famille? Que dire des engagements sexuels et/ou amoureux? Etc.

Au-delà du domaine familial et conjugal, il s'agit de s'interroger sur les formes de sociabilités diverses où se tissent des liens forts ou faibles, durables ou éphémères. Mark Granovetter (1973) a popularisé la force des liens faibles, et la pandémie de COVID 19 a mis en avant l'utilité des liens forts en cas de crise majeure (Collectif d'analyse des familles en confinement, 2021). Cet élargissement thématique amène à s'interroger sur l'importance des groupes de pairs, des clubs et associations sportives et de loisir, des quartiers et des communautés d'appartenance, sans compter les réseaux sociaux et univers virtuels. Dans quelles sociabilités les jeunes s'engagent-ils? Ou, au contraire, quelles sont celles qu'ils évitent? Quelles sont les différenciations sociales et de genre que révèlent ces engagements ou non-engagements?

Comme Robert Castel (1995) l'a théorisé, la sécurité de l'individu dans nos sociétés contemporaines est dépendante du lien à l'emploi, du système de Sécurité sociale mais aussi des réseaux de sociabilité. Il y a par conséquent aussi lieu de s'interroger sur le rôle des engagements dans les processus de protection et de vulnérabilité sociales des jeunes. Par ailleurs, les sociabilités ne sont pas forcément des vecteurs d'une intégration sociale qui exprimerait l'adhésion aux normes et pratiques jugées légitimes dans une société donnée. Tout au contraire, elles peuvent soutenir des participations déviantes, rebelles et alternatives, pénalement répréhensibles ou non d'ailleurs; manifester des replis identitaires tout comme soutenir la construction de nouvelles identités; être porteuses de pratiques conservatrices ou innovantes... Somme toute, comment analyser et interpréter les sociabilités que les jeunes investissent?

Ce corpus de questions n'est bien entendu qu'indicatif tellement le champ couvert par cet axe est vaste, complexe et mouvant.

Axe 5. Travail et emploi

L'axe 5 se focalise sur les différentes mutations du marché du travail qui touchent en premier lieu les jeunes et leurs conséquences sur les modalités d'engagement dans le travail et l'emploi. En particulier, la prégnance des formes précaires d'emploi en début de vie active (CDD, ubérisation, intérim, auto-entreprise...) façonne-t-elle les différentes formes d'engagement et de rapport au travail des jeunes? Quels sont les effets de ces transformations sur leurs aspirations professionnelles?

Face à cette précarité et à l'incertitude qu'elle génère, les jeunes éprouveraient davantage de difficultés à s'engager professionnellement, en viendraient à ne plus considérer le travail comme valeur structurante de leur identité, certains travaux, sans négliger les différences au sein même d'une génération, allant même jusqu'à supposer l'existence d'une « Génération Y » (Pichault & Pleyers, 2012). D'autres recherches au contraire, confirment que le travail reste, dans les pays occidentaux,

une valeur centrale dans la construction des identités sociales, y compris chez les jeunes (Cultiaux, 2012). Qu'en est-il aujourd'hui des différences inter-générationnelles ? Qu'en est-il aujourd'hui dans les sociétés non-occidentales autour de la Méditerranée ?

Mais se cantonner à une telle approche conduirait à masquer la diversité des formes d'engagement intra-générationnelles. Entre « engagement pragmatique » - où le rapport au travail est essentiellement instrumental - et « engagement réflexif » - où il est central dans l'identité de l'individu - (Cultiaux & Vendramin, 2010), comment se situent les jeunes en fonction de leurs caractéristiques sociales (origines sociales, genre, origines géographiques, lieux de résidence, niveaux de qualification...) ? Comment se dessine l'engagement dans le travail et l'emploi selon le genre, les capitaux culturels et sociaux des jeunes ?

Enfin, quels sont les rapports entre les différentes formes d'engagement et de non-engagement. Y a-t-il continuités ou discontinuités entre les différents engagements professionnels, politiques et associatifs et des jeunes ?